

*L'Adresse—M. Fennell*

Le discours du trône annonce aussi la création de la Fondation canadienne de l'Asie et du Pacifique. C'est une jolie appellation, mais qu'est-ce que cela veut dire? On ne le précise pas. On dit peut-être simplement que nous allons accroître nos échanges avec les pays de la région du Pacifique. Cependant, à moins d'être fortement productifs, nous ne pourrions vendre à ces pays-là. Nous pourrions leur vendre seulement nos richesses naturelles et des matières brutes, mais cela ne crée pas d'emploi au Canada.

J'aurais voulu que l'on définisse le mandat qui sera donné à cette Fondation. Je voudrais aussi connaître son budget, ses objectifs et ses méthodes de travail. Peut-être s'agira-t-il d'un moyen à rebours de ramener dans l'économie l'argent qu'on aurait soutiré pour d'autres besoins.

Le discours du trône parle ensuite des relations canado-américaines. Qui est responsable du malaise? C'est le gouvernement libéral qui s'en est pris à nos meilleurs partenaires commerciaux, à nos voisins, à nos cousins. Faut-il que je rappelle que le Programme énergétique national a été une véritable catastrophe à la fois pour nos rapports avec les États-Unis, et pour l'ouest du Canada comme pour la confirmer mon collègue de Bow River, (M. Taylor). Le programme a incité les Américains à dire que nous favorisons nos propres sociétés pétrolières, surtout celle du gouvernement, et que nous avons prévu d'autres règles pour toutes les autres.

• (1230)

A ce propos, je voudrais tout simplement évoquer l'époque des pionniers au Canada avant que les Canadiens n'aient conscience de l'énorme importance de l'industrie pétrolière. Qui a eu le courage de venir investir au Canada pour la faire naître? Ce ne sont pas les caisses de retraite ni les financiers de Bay Street. L'industrie pétrolière ne pouvait que se tourner vers les Américains. Ces derniers avaient du cran tandis que nous, les Canadiens, n'avions pas le courage de développer nos ressources. Ce sont les Américains qui ont établi cette industrie, puis est apparu le Programme énergétique national qui leur a coupé l'herbe sous le pied.

Une autre mesure qui a été jugée très déplaisante, non seulement pour les États-Unis, qui constituent notre principal partenaire commercial, mais aussi à l'échelle internationale, c'est la création de l'AEIE. La réglementation qu'elle applique est irréaliste. Les Canadiens refusent de faire un investissement qui ne soit pas garanti ou sûr. Ils font beaucoup penser aux gens du Moyen-Orient. Ils ne prennent pas de risque à moins que le succès ne leur ait été assuré. Nous entretenons des relations déplorables avec nos voisins. Il nous faut pratiquer la coopération, non la confrontation, avec eux, car plus nous exportons vers les États-Unis, plus nous créons d'emplois au Canada.

Le discours du trône parle d'accords bilatéraux dans le secteur de la pétrochimie. L'industrie pétrochimique n'aurait pas besoin de tels accords si elle bénéficiait de dégrèvements fiscaux sur les matières premières. Ce sont les taxes qui ruinent cette industrie. On a récemment offert une subvention de 50 millions de dollars à la société Petromont. Mais ce n'est pas ce que voulait cette dernière, elle voulait un allègement des taxes imposées sur les matières premières qui sont transformées en produits finis destinés à l'exportation.

L'industrie du textile et de la confection occupe une place très importante au Canada. Le ministre d'État chargé du

Commerce international (M. Regan) a dit que nous devons ouvrir nos frontières aux textiles venant de partout dans le monde. Il s'agit d'une industrie procurant 200,000 emplois au Canada. Combien de petites entreprises, comme celle d'Alfred Sung, fabriquent des vêtements au Canada? Quelle protection allons-nous leur donner? Beaucoup d'entre elles quitteront le pays et nous laisseront tributaires des importations. Nous perdons notre créativité. J'avoue que l'industrie du textile, en butte à des conditions très défavorables, a dû s'en remettre trop fortement aux barrières tarifaires. On ne l'a cependant pas encouragée à moderniser ses installations, à accroître sa productivité et à réaliser de nouvelles idées, car le gouvernement ne fait rien pour le secteur industriel.

Je le répète, nous savons distinguer entre les gagnants et les perdants. Le gouvernement a récemment misé sur l'industrie de fabrication des hélicoptères. Nous devrions comprendre que nous ne constituons qu'un modeste secteur du marché nord-américain et qu'il nous faut développer notre proportion du PNB destinée au marché nord-américain. Cela ne veut pas dire nécessairement que nous allons livrer concurrence aux fabricants d'hélicoptères ailleurs dans le monde. Peut-être fabriquerons-nous les hélices et les pneus ou les empennages de queue comme le fait avec tant de succès la Douglas Industries de Toronto.

Il est extrêmement important d'accroître notre production destinée au marché mondial. Depuis que le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir en 1968, notre taux d'occupation du marché mondial est tombé de 5,7 à 3,8 p. 100. Cela s'est répercuté sur au moins un million d'emplois au Canada. Entre temps, le Japon, pays qui a produit moins que le Canada en 1968, est maintenant deux fois plus actif que nous dans le domaine du commerce international. C'est parce que les Japonais n'ont pas compté sur leurs ressources naturelles. Ils ne possèdent que des ressources humaines. Ils ont exploité leur ingéniosité pour créer de nouveaux produits, de nouveaux emplois et de nouvelles richesses chez eux.

En 1968, le Canada a enregistré un déficit de 3,4 milliards de dollars au chapitre des produits manufacturés. En 1982, ce déficit était de 13,4 milliards. Ces chiffres en disent long sur notre industrie. De plus, n'était de l'industrie de l'automobile, ce déficit serait encore très supérieur, surtout si les Nord-Américains n'avaient pas continué de favoriser en grand nombre les grosses voitures.

Le discours du trône fait allusion à un accord canado-japonais de l'automobile. Étant donné que le gouvernement a rejeté les recommandations de son propre groupe de travail au sujet de la valeur ajoutée, un accord sur l'automobile entre le Canada et le Japon serait à sens unique. Nous expédierons toutes nos matières premières au Japon et nous achèterons des voitures japonaises. Je le répète, monsieur le Président, l'exportation de matières premières n'est pas une solution au problème d'un million et demi de Canadiens qui cherchent du travail. Je voudrais que l'on conserve intact l'accord canado-américain de l'automobile. Il a été avantageux pour le Canada. Je ne voudrais pas que l'on réduise la portée de cet accord. Cependant, je voudrais bien savoir en quoi consiste l'accord canado-japonais.

Le discours du trône fait allusion à la recherche et au développement. Cependant, il n'énonce aucun objectif précis ni aucun stimulant direct. Quand on fait des déclarations aussi